

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Worden overgeschreven, in het kader van titel I van de tabel van de begroting van het Ministerie van Landsverdediging voor het begrotingsjaar 1983, de hierna volgende ordonnanceringkredieten :

Verhogingen :

Art. 12.21.02 . . . . .	F	6 300 000
Art. 13.38 . . . . .	F	101 700 000
Art. 13.72.02 . . . . .	F	122 000 000

Totaal . . . . . F 230 000 000

Verminderingen :

Art. 13.16 . . . . .	F	30 000 000
Art. 13.18 . . . . .	F	200 000 000

Totaal . . . . . F 230 000 000

**Art. 2.** Worden overgeschreven, in het kader van titel II van de tabel van de begroting van het Ministerie van Landsverdediging voor het begrotingsjaar 1983, de hierna volgende ordonnanceringkredieten :

Verhoging :

Art. 72.01.02 . . . . .	F	11 000 000
-------------------------	---	------------

Verminderingen :

Art. 53.01.02 . . . . .	F	4 700 000
Art. 83.02.02 . . . . .	F	6 300 000

Totaal . . . . . F 11 000 000

**Art. 3.** Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Gegeven te Brussel, 13 december 1983.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Begroting,

**Ph. MAYSTADT**

De Minister van Landsverdediging,

**F. VREVEN**

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Sont transférés, dans le cadre du titre I du tableau du budget du Ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire 1983, les crédits d'ordonnancement ci-après :

Augmentations :

Art. 12.21.02 . . . . .	F	6 300 000
Art. 13.38 . . . . .	F	101 700 000
Art. 13.72.02 . . . . .	F	122 000 000

Total . . . . . F 230 000 000

Réductions :

Art. 13.16 . . . . .	F	30 000 000
Art. 13.18 . . . . .	F	200 000 000

Total . . . . . F 230 000 000

**Art. 2.** Sont transférés, dans le cadre du titre II du tableau du budget du Ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire 1983, les crédits d'ordonnancement ci-après :

Augmentation :

Art. 72.01.02 . . . . .	F	11 000 000
-------------------------	---	------------

Réductions :

Art. 53.01.02 . . . . .	F	4 700 000
Art. 83.02.02 . . . . .	F	6 300 000

Total . . . . . F 11 000 000

**Art. 3.** Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 décembre 1983.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :  
Le Ministre du Budget,

**Ph. MAYSTADT**

Le Ministre de la Défense nationale,

**F. VREVEN**

## EXECUTIEVEN — EXECUTIFS

### REGION WALLONNE

F. 84 — 267

**23 NOVEMBRE 1983. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon instituant une Commission consultative en matière de trafic lent dans la Région wallonne**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 29 mars 1962 organique de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, modifiée par les lois des 22 avril 1970, 22 décembre 1970, 26 juillet 1974, 12 juillet 1976, 28 juillet 1976, 22 décembre 1977, 28 juin 1978 et 10 août 1978;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982, portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1982, fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif régional wallon, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 17 novembre 1982;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif régional wallon;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région wallonne,

#### Arrêté

**Article 1er.** Il est constitué une Commission consultative en matière de trafic lent dans la Région wallonne.

**Art. 2. § 1er.** Pour l'application du présent arrêté, le terme « Ministre » signifie le Ministre, membre de l'Exécutif régional wallon ayant l'urbanisme et l'aménagement du territoire de la Région wallonne dans ses attributions.

§ 2. Le terme « aménagement cyclable » désigne la partie de la voie publique affectée à la circulation et au stationnement des bicyclettes et éventuellement des cyclomoteurs, par une signalisation appropriée.

§ 3. Le terme « cycle » désigne tout véhicule : bicyclette, tri-cycle, quadricycle, propulsé à l'aide de pédales par un ou plusieurs de ses occupants et non pourvu d'un moteur,

§ 4. Le terme « cyclomoteur » désigne un véhicule à deux roues équipé d'un moteur d'une cylindrée n'excédant pas 50 cm<sup>3</sup> ou d'un moteur électrique et qui ne peut, par construction et par la seule puissance de son moteur, dépasser, sur une route en palier, la vitesse de 40 km à l'heure.

**Art. 3.** La commission a pour mission de donner des avis, à la demande du Ministre ou de sa propre initiative sur toute question relative à la circulation des cycles et cyclomoteurs y compris en ce qui concerne les aménagements de circulation, le partage et la sécurité des usagers.

Elle est chargée également de favoriser et de promouvoir toute action concertée des diverses autorités administratives compétentes ainsi que les contacts entre ces autorités et les organismes ou associations privées qui défendent les intérêts du trafic lent.

En outre, la Commission transmet au Ministre, pour le 1er octobre au plus tard, un rapport annuel de ses activités sur les problèmes des cyclistes et sur les mesures prises pour améliorer leur situation.

**Art. 4.** La Commission peut faire appel au concours de personnes particulièrement qualifiées de même qu'à des fonctionnaires des ministères, sous réserve de l'accord du Ministère dont ceux-ci relèvent. Les personnes et fonctionnaires ont voix consultative.

**Art. 5.** Outre son président nommé par le Ministre, la Commission est composée de 20 membres :

— dix membres représentant les usagers et agréés par l'Exécutif;

— deux représentants de l'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire désignés par le Ministre qui a l'Aménagement du Territoire dans ses attributions;

— un représentant de l'Administration des Routes désigné par le Ministre des Travaux publics;

— un représentant de la Société nationale des Chemins de Fer belge désigné par son directeur général;

— un représentant de la Société nationale des Chemins de Fer vicinaux désigné par son directeur général;

— un représentant de l'Administration des Voies hydrauliques désigné par le Ministre des Travaux publics;

— un représentant désigné par le Ministre des Communications;

— un représentant de la Gendarmerie désigné par le commandant de la Gendarmerie;

— un représentant du Commissariat au Tourisme désigné par le commissaire au Tourisme;

— un représentant de l'Union des Villes et des Communes désigné par celle-ci.

Un vice-président est nommé par la Commission parmi ses membres.

Le mandat des membres de la Commission a une durée de quatre ans. Il est renouvelable.

**Art. 6.** Le Ministre informe l'Exécutif des réunions de la Commission. L'Exécutif peut y envoyer des observateurs.

**Art. 7.** Le secrétariat de la Commission est assuré par les services du Conseil économique et social et de la Région wallonne.

**Art. 8.** La Commission se réunit au moins quatre fois l'an et sur convocation du Président qui fixe l'ordre du jour.

Les convocations accompagnées de l'ordre du jour doivent être expédiées aux membres et au Ministre au moins quinze jours avant la séance.

A la demande de cinq membres au moins, tout objet relevant de la compétence de la Commission doit être inscrit à l'ordre du jour.

Le bureau composé du Président et du Vice-président prépare les séances, dirige les travaux de la Commission et veille à l'exécution des décisions de cette dernière.

Il est dressé un procès-verbal de chaque séance.

**Art. 9.** La Commission rend ses avis à la majorité des membres présents. La minorité peut demander que son opinion soit jointe à l'avis et au procès-verbal.

**Art. 10.** La Commission peut former en son sein des groupes de travail chargés de procéder à l'étude préparatoire de certaines questions particulières. Elle peut recueillir toute information nécessaire à l'accomplissement de sa mission.

**Art. 12.** Les membres de la Commission sont tenus à la discrétion telle que déterminée par le règlement d'ordre intérieur.

Ils ne peuvent parler ou agir, au nom de la Commission, que sur mandat de celle-ci.

**Art. 13.** Le Ministre fixe le montant des subventions allouées à la Commission pour ses frais de fonctionnement, ainsi que les modalités de leur allocation.

**Art. 14.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 15.** Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région wallonne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 novembre 1983.

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E.,  
de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt,  
pour la Région wallonne,

M. WATHELET

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la région wallonne,  
chargé de l'Economie,

J.-M. DEHOUSSE

## ÜBERSETZUNG

## WALLONISCHE REGION

D 84 — 267

## 23. NOVEMBER 1983. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Einrichtung eines Beratenden Ausschusses für den Verkehr mit niedriger Geschwindigkeit in der Wallonischen Region

Aufgrund des Gesetzes vom 29. März 1962 über die Einführung der Raumordnung und des Städtebaus, abgeändert durch die Gesetze vom 22. April 1970, 22. Dezember 1970, 25. Juli 1974, 12. Juli 1976, 28. Juli 1976, 22. Dezember 1977, 28. Juni 1978 und 10. August 1978;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 12. März 1982 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind, abgeändert durch den Erlass der Exekutive vom 17. November 1982;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 22. April 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region;

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Es wird ein Beratender Ausschuss für den Verkehr mit niedriger Geschwindigkeit in der Wallonischen Region geschaffen.

**Art. 2. § 1.** Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter « Minister » den Minister, Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung und der Städtebau der Wallonischen Region gehören.

**§ 2.** Unter « Radweganlage » versteht man den Teil des öffentlichen Weges, der anhand einer geeigneten Beschilderung für den Verkehr und das Abstellen der Fahrräder und eventuell der Motorfahrräder bestimmt ist.

**§ 3.** Unter « Fahrrad » versteht man jedes Fahrzeug mit zwei, drei oder vier Rädern, das von einem oder mehreren seiner Benutzer mit Pedalen angetrieben wird und nicht mit einem Motor ausgestattet ist.

**§ 4.** Unter « Motorfahrrad » versteht man jedes zweirädrige Fahrzeug, das mit einem Motor mit einem Hubraum von höchstens 50 cm<sup>3</sup> oder mit einem Elektromotor ausgestattet ist und das aufgrund seiner Bauart und der blossen Stärke seines Motors auf einer ebenen Strecke die Geschwindigkeit von 40 Km pro Stunde nicht überschreiten kann.

**Art. 3.** Der Ausschuss hat den Auftrag, auf Antrag des Ministers oder aus eigener Initiative Gutachten über jede Frage betreffend den Verkehr der Fahrräder und der Motorfahrräder abzugeben, einschliesslich was die Verkehrseinrichtungen, das Abstellen und die Sicherheit der Verkehrsteilnehmer betrifft.

Er ist ebenfalls beauftragt, jede konzertierte Aktion der verschiedenen zuständigen Verwaltungsbehörden sowie die Kontakte zwischen diesen Behörden und den privaten Einrichtungen oder Vereinigungen, die die Interessen des Verkehrs mit niedriger Geschwindigkeit vertreten, zu begünstigen und zu fördern.

Ferner übermittelt der Ausschuss dem Minister spätestens für den 1. Oktober einen jährlichen Bericht über seine Tätigkeiten betreffend die Probleme der Radfahrer und die Massnahmen, die getroffen wurden, um ihre Lage zu verbessern.

**Art. 4.** Der Ausschuss kann besonders qualifizierte Personen sowie Beamten der Ministerien — sofern ihr Ministerium einverstanden ist — um ihre Mitarbeit bitten. Diese Personen und Beamten haben beratende Stimme.

**Art. 5.** Neben dem Präsidenten, der vom Minister ernannt wird, umfasst der Ausschuss 20 Mitglieder :

— zehn Mitglieder, die die Verkehrsteilnehmer vertreten und von der Exekutive anerkannt sind;

— zwei Vertreter der Verwaltung für Städtebau und Raumordnung, die von dem für die Raumordnung zuständigen Minister bezeichnet werden;

— einen Vertreter der Strassenverwaltung, der vom Minister der Öffentlichen Arbeiten bezeichnet wird;

— einen Vertreter der Nationalen Belgischen Eisenbahngesellschaft, der von ihrem Generaldirektor bezeichnet wird;

— einen Vertreter der Nationalen Kleinbahngesellschaft, der von ihrem Generaldirektor bezeichnet wird;

— einen Vertreter der Verwaltung für Wasserwege, der vom Minister der Öffentlichen Arbeiten bezeichnet wird;

— einen Vertreter, der vom Minister des Verkehrswesens bezeichnet wird;

— einen Vertreter der Gendarmerie, der vom Kommandanten der Gendarmerie bezeichnet wird;

— einen Vertreter des Kommissariats für Tourismus, der vom Kommissar für Tourismus bezeichnet wird;

— einen Vertreter des Städte- und Gemeindeverbandes, der von diesem bezeichnet wird.

Der Ausschuss ernennt unter seinen Mitgliedern einen Vizepräsidenten.

Das Mandat der Ausschussmitglieder dauert 4 Jahre und kann erneuert werden.

**Art. 6.** Der Minister informiert die Exekutive über die Versammlungen des Ausschusses. Die Exekutive kann Beobachter dorthin entsenden.

**Art. 7.** Das Sekretariat des Ausschusses wird von den Dienststellen des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region übernommen.

**Art. 8.** Der Ausschuss tagt mindestens viermal im Jahr, und zwar infolge einer Einberufung des Präsidenten, der die Tagesordnung festlegt.

Die Einberufungen und die Tagesordnung müssen den Mitgliedern und dem Minister mindestens fünfzehn Tage vor der Sitzung zugesandt werden.

Auf Antrag von mindestens fünf Mitgliedern muss jeder Gegenstand, der in den Zuständigkeitsbereich des Ausschusses fällt, auf die Tagesordnung gesetzt werden.

Der Präsidium, das aus dem Präsidenten und dem Vizepräsidenten besteht, bereitet die Sitzungen vor, leitet die Arbeiten des Ausschusses und sorgt für die Ausführung der Beschlüsse des Ausschusses.

Von jeder Sitzung wird ein Protokoll aufgestellt.

**Art. 9.** Der Ausschuss gibt seine Gutachten ab bei Stimmungs-mehrheit der anwesenden Mitglieder. Die Minderheit kann beantragen, dass ihr Standpunkt die Gutachten und dem Protokoll beigelegt wird.

**Art. 10.** Der Ausschuss kann unter seinen Mitgliedern Arbeitsgruppen bilden, deren Aufgabe darin besteht, die vorbereitende Untersuchung gewisser Sonderfragen vorzunehmen. Der Ausschuss kann jede Auskunft einholen, die für die Erfüllung seines Auftrages erforderlich ist.

**Art. 12.** Die Mitglieder des Ausschusses sind zur Verschwiegenheit verpflichtet, so wie es in der Geschäftsordnung bestimmt ist.

Nur im Auftrag des Ausschusses dürfen sie in dessen Namen sprechen oder handeln.

**Art. 13.** Der Minister legt den Betrag der Subventionen, die dem Ausschuss für seine Funktionskosten gewährt werden, sowie die Modalitäten für ihre Gewährung fest.

**Art. 14.** Vorliegender Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 15.** Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Erlassen zu Brüssel, am 23. November 1983.

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B.,  
der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region,

M. WATHELET

Der Minister-Präsident der Exekutive der Wallonischen Region,  
beauftragt mit der Wirtschaftspolitik,

J.-M. DEHOUSSE

#### VERTALING

#### WAALSE GEWEST

N. 84 — 267

#### 23 NOVEMBER 1983. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot instelling van een Commissie van Advies inzake traag verkeer in het Waalse Gewest

##### De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de organieke wet van 29 maart 1962 betreffende de Ruimtelijke Ordening en de Stedebouw, zoals gewijzigd door de wetten d.d. 22 april 1970, 22 december 1970, 25 juli 1974, 12 juli 1976, 28 juli 1976, 22 december 1977, 28 juni 1978 en 10 augustus 1980;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 27 januari 1982, houdende de regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 12 maart 1982, houdende verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, leden van de Waalse Gewestexecutieve, zoals gewijzigd door het besluit van de Executieve d.d. 17 november 1982;

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 22 april 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van de Nieuwe Technologiën, en K.M.O.'s, van de Ruimtelijk Ordening en van de Bossen voor het Waalse Gewest,

##### Besluit :

**Artikel 1.** Er wordt een Commissie van Advies inzake traag verkeer in het Waalse Gewest ingesteld.

**Art. 2.** § 1. Voor de toepassing van dit besluit betekent het woord « Minister », de Minister, Lid van de Waalse Gewestexecutieve, tot wiens bevoegdheid de stedebouw en de ruimtelijke ordening van het Waalse Gewest behoren.

§ 2. Onder de term « voorziening voor fietsers » wordt verstaan het deel van de openbare weg dat, door speciale borden is aangeduid als bestemd voor het verkeer en de standplaats van fietsen en eventueel van bromfietsen.

§ 3. Onder de term « rijwiel » wordt verstaan elk voertuig : fiets, driewieler, vierwieler, dat door middel van pedalen door één of meer van zijn berijders wordt voortbewogen en niet met een motor is uitgerust.

§ 4. Onder de term « bromfiets » wordt verstaan een twee- of driewielig voertuig uitgerust met een motor met een cilinderinhoud van ten hoogste 50 cm<sup>3</sup> of met een elektrische motor dat naar bouw en motorvermogen op een horizontale weg, niet sneller dan 40 km per uur kan rijden.

**Art. 3.** De Commissie heeft als opdracht, op verzoek van de Minister of op eigen initiatief adviezen te verstrekken omtrent elke aangelegenheid in verband met het verkeer van de rijwielen en bromfietsen, daaronder begrepen wat de verkeersvoorzieningen betreft, het parkeren en de veiligheid van de weggebruikers.

Zij is eveneens belast met het bevorderen van elke gemeenschappelijke actie van de verschillende bevoegde administratieve autoriteiten alsmede van de contacten tussen deze autoriteiten en de private instellingen of verenigingen die zich voor de belangen van het traag verkeer inzetten.

Voorts bezorgt de Commissie aan de Minister, uiterlijk 1 oktober, een jaarverslag over haar activiteiten in verband met de problemen van de fietsers en de maatregelen die getroffen werden om deze situatie te verbeteren.

**Art. 4.** De Commissie kan een beroep doen op bijzonder bevoegde personen alsook op ambtenaren van de ministeries, met instemming van het Ministerie waartoe zij behoren. Deze personen en ambtenaren hebben raadgevende stem.

**Art. 5.** Behalve de door de Minister benoemde Voorzitter, bestaat de Commissie uit 20 leden :

— tien leden die de weggebruikers vertegenwoordigen en door de Executieve zijn erkend;

— twee vertegenwoordigers van het Bestuur van de Stedebouw en de Ruimtelijke Ordening, aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid de Ruimtelijke Ordening behoort;

— één vertegenwoordiger van het Bestuur der Wegen, aangewezen door de Minister van Openbare Werken;

— één vertegenwoordiger van de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen, aangewezen door haar directeur-generaal;

— één vertegenwoordiger van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen, aangewezen door haar directeur-generaal;

— één vertegenwoordiger van het Bestuur der Waterwegen, aangewezen door de Minister van Openbare Werken;

— één vertegenwoordiger, aangewezen door de Minister van Verkeerswezen;

— één vertegenwoordiger van de Rijkswacht, aangewezen door de Rijkswachtcommandant;

— één vertegenwoordiger van het Commissariaat voor toerisme, aangewezen door de Commissaris voor Toerisme.

— één vertegenwoordiger van de Vereniging van Steden en Gemeenten, door haar aangewezen.

Eén ondervoorzitter wordt door de Commissie onder haar leden benoemd.

Het mandaat van de Commissieleden duurt vier jaar. Het is hernieuwbaar.

**Art. 6.** De Minister deelt aan de Executieve de data van de commissievergaderingen mede. De Executieve kan er waarnemers naar toe zenden.

**Art. 7.** Het secretariaat van de Commissie wordt door de diensten van de Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest waargenomen.

**Art. 8.** De Commissie vergadert ten minste vier maal per jaar en op bijeenroeping door de Voorzitter die de agenda vaststelt.

De oproepingen vergezeld van de agenda moeten aan de leden en de Minister ten minste vijftien dagen vóór de vergadering toegestuurd worden.

Op verzoek van ten minste vijf leden, moet elk punt dat tot de bevoegdheid van de Commissie behoort op de agenda worden gebracht.

Het bureau bestaande uit de Voorzitter en de Ondervoorzitter bereidt de vergaderingen voor, leidt de werkzaamheden van de Commissie en zorgt voor de uitvoering van haar beslissingen.

Van elke vergadering worden notulen opgemaakt.

**Art. 9.** De Commissie brengt haar adviezen uit bij meerderheid van de aanwezige leden. De minderheid kan vragen dat haar zienswijze bij het advies en de notulen wordt gevoegd.

**Art. 10.** De Commissie kan in haar midden werkgroepen oprichten belast met de voorbereidende studie van bepaalde bijzondere kwesties. Zij kan alle voor het verrichten van haar opdracht nodige inlichtingen inwinnen.

**Art. 12.** De Commissieleden zijn gehouden tot discretie, op de wijze bepaald door het reglement van orde.

Zij mogen slechts met instemming van de Commissie in dezer naam spreken of handelen.

**Art. 13.** De Minister stelt het bedrag van de aan de Commissie te verlenen werkingstoelagen alsmede de modaliteiten ervan vast.

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

**Art. 15.** De Minister van de Nieuwe Technologieën, en K.M.O.'s, van de Ruimtelijke Ordening en van de Bossen voor het Waalse Gewest is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 23 november 1983

De Minister van de Nieuwe Technologieën, en K.M.O.'s,  
van de Ruimtelijke Ordening en van de Bossen,  
voor het Waalse Gewest,

M. WATHELET

De Minister-Voorzitter van de Executieve van het Waalse Gewest,  
belast met de Economie,

J.-M. DEHOUSSE

## VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 84 — 268

**14 DECEMBER 1983.** — Besluit van de Vlaamse Executieve tot wijziging van het besluit van de Vlaamse Executieve van 19 januari 1983 tot vaststelling van de regelen inzake omslag van het deel van het Gemeentefonds dat aan de gemeenten van het Vlaamse Gewest toevalt

De Vlaamse Executieve,

Gelet op de wet van 5 januari 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1975-1976, inzonderheid op artikel 78;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 december 1976 tot instelling van een Gemeentefonds, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, VIII, 2°;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Executieve van 19 januari 1983 tot vaststelling van de regelen inzake omslag van het deel van het Gemeentefonds dat aan de gemeenten van het Vlaamse Gewest toevalt;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dit besluit dringend moet worden genomen aangezien onverwijld tot de uitbetaling van de kwartaalvoorschotten 1984 aan de gemeenten van het Vlaamse Gewest moet overgegaan worden;

Op de voordracht van de Gemeenschapsminister van Binnenlandse Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Enig artikel. Artikel 14 van het besluit van de Vlaamse Executieve van 19 januari 1983 wordt aangevuld met de woorden : « en 1984 ».

Brussel, 14 december 1983.

De Voorzitter van de Vlaamse Executieve,

G. GEENS

De Gemeenschapsminister van Binnenlandse Aangelegenheden,

M. GALLE